

L'UPR demande au gouvernement de s'expliquer sur sa surveillance des Français et sa passivité face à l'espionnage américain

BIG BROTHER IS WATCHING YOU



Incapable de regarder les Français en face, le gouvernement a pris en catimini, le jour de Noël, [de nouvelles mesures liberticides](#) destinées à étendre la surveillance de la population.

[Le décret publié ce 24 décembre 2014](#), qui précise les modalités d'application de l'article 20 de la loi de programmation militaire du 18 décembre 2013, autorise un vaste accès des services de l'État aux télécommunications des Français – téléphone, SMS, Internet principalement – et à toutes les informations qui transitent par les réseaux nationaux.

Ces dispositions, justifiées comme d'habitude de manière très vague, au nom de la « *lutte contre le terrorisme* », [s'ajoutent à celles votées, par la procédure accélérée, le 4 novembre 2014 au sein d'une énième loi antiterroriste](#), qui permet au gouvernement d'interdire la sortie du territoire national aux Français qu'il juge suspects.

L'attitude du gouvernement est d'autant plus troublante qu'il a, de façon certaine, [armé et entraîné des combattants](#) qui ont fait allégeance à des groupes islamistes radicaux en Syrie.

La multiplication de mesures liberticides témoigne de la tendance de plus en plus fascisante des gouvernements européistes, gouvernement français en tête. L'UPR note d'ailleurs que ces mesures s'accompagnent d'un silence médiatique et politique quasiment absolu alors qu'elles contreviennent aux libertés les plus fondamentales proclamées par la Constitution de la République. Ces derniers jours, les médias de grande diffusion ont préféré, par exemple, focaliser l'attention des Français sur la nouvelle chienne Labrador de François Hollande ou sur l'insignifiante affaire du film « *The interview* », pure opération de propagande, plutôt que de les alerter sur la mise en danger du secret de leur vie privée.

Dans le même temps, le gouvernement laisse complaisamment des puissances étrangères – au premier rang desquelles les États-Unis d'Amérique – espionner les institutions européennes ainsi que les intérêts français, quand ce n'est pas directement la population.

- - Comme l'a révélé [une enquête conduite par trois journaux et publiée le 13 décembre 2014](#), les services

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
secrets britanniques, américains et canadiens ont conjointement piraté dès 2008, et d'une façon spécialement agressive, les télécommunications des institutions européennes.

Cette cyberattaque, conduite à l'aide du virus ultra perfectionné « *Regin* », n'a été découverte qu'en 2013 et a ainsi permis à Washington de mettre la main sur des documents sensibles relatifs à la négociation du Grand marché transatlantique (GMT).

Ce véritable acte de guerre, commis par Washington avec la complicité de Londres, rappelle combien la « solidarité européenne » est une fiction et le « lien transatlantique » une relation de vassal à suzerain. Il n'a bien entendu donné lieu à aucune réaction, ni des institutions européennes ni du gouvernement français et n'a pas entravé le moins du monde l'avancée des négociations du GMT. Le scandale des écoutes de la NSA et du dispositif PRISM ainsi que [le piratage de l'Élysée en 2012](#) n'avaient pas suscité davantage de réaction des autorités françaises ;

- - Selon l'ex rapporteur du Conseil de l'Europe et ancien parlementaire suisse, [Dick Marty](#), dans une interview qu'il a accordée à la RTS le 10 décembre 2014, [les pays européens se sont engagés, en application de l'article 5 du Traité de l'Atlantique nord, à accorder l'immunité totale à la CIA](#), en particulier dans les cas de torture reprochés à l'agence américaine.

Dick Marty s'était fait connaître pour avoir porté à la connaissance du public le scandale des prisons secrètes de cette même CIA en Europe. **Le gouvernement français a observé un silence absolu sur les dernières révélations – ahurissantes – de Dick Marty**, lesquelles illustrent, d'ailleurs, l'urgence de faire sortir la France de l'OTAN ;

- - [Un rapport parlementaire de décembre 2014](#) a révélé **la vulnérabilité des entreprises françaises face au dispositif d'espionnage et de pillage d'informations sensibles mis en place par les États-Unis d'Amérique**, ainsi que le manque criant de dispositif de défense en la matière du côté du gouvernement français, qui n'a programmé aucune action vigoureuse et urgente depuis.

La mise sous surveillance de la population française et l'absence de réaction face aux actes de guerre perpétrés par les États-Unis d'Amérique et plusieurs de leurs alliés contre la France est un nouvel acte de haute trahison du gouvernement français. Ces faits confirment la justesse de l'analyse que François Mitterrand livra, au soir de sa vie, au journaliste Georges-Marc Benamou :

« La France ne le sait pas, mais nous sommes en guerre avec l'Amérique. Oui, une guerre permanente, une guerre vitale, une guerre économique, une guerre sans mort... apparemment. Oui, ils sont très durs les Américains, ils sont voraces, ils veulent un pouvoir sans partage sur le monde... C'est une guerre inconnue, une guerre permanente, sans mort apparemment et pourtant une guerre à mort ! »

L'UPR demande au gouvernement français de s'expliquer sur le contrôle étroit auquel il soumet la population française et sur sa passivité et son indifférence face à l'espionnage intense - véritable acte de guerre - qu'exercent les États-Unis d'Amérique et plusieurs de leurs alliés à l'encontre des intérêts français.

Si MM. Hollande et Valls ne répondent pas à cette demande parfaitement légitime, les Français auront une nouvelle preuve que la France n'est plus une République et que leurs dirigeants se rendent coupables de haute trahison.